

Louis Aliot réclame la plus grande fermeté face aux émeutes et dénonce des attaques contre la République

Ville de Perpignan | 18-10-2026 | 12:46



Attaques contre la République

Le maire de Perpignan, Louis Aliot, appelle à « la plus grande fermeté » contre les auteurs des pillages, des dégradations et des actes de vandalisme qu'il dénonce dans un communiqué consacré aux violences urbaines en France. Il exige le rétablissement de l'ordre républicain et de l'État de droit et demande des sanctions à la hauteur des préjudices causés.

« La France se réveille sonnée ce matin », affirme le maire dans son texte, où il décrit une journée marquée par les pillages et la multiplication d'actes qu'il qualifie d'« insurrectionnels ». Selon Louis Aliot, les attaques contre les tribunaux, les préfectures et les hôtels de ville constituent une agression directe contre les institutions : « La République a elle-même été attaquée ».

Le maire réclame que les auteurs soient retrouvés et sévèrement punis. « Ces pillards émeutiers doivent être recherchés et sévèrement sanctionnés », déclare-t-il, en demandant des peines à la hauteur des dégâts provoqués. Il estime également que les violences contre les personnes et leurs biens, comme l'atteinte à l'image de la France, doivent recevoir une réponse.

Dans son communiqué, Louis Aliot rend hommage aux autorités et aux forces de l'ordre intervenues à Perpignan et ailleurs dans le pays. Il salue leur action face aux groupes qui, selon lui, sont responsables des violences et des destructions.

Il s'en prend également à ceux qui, selon ses termes, « incriminent systématiquement nos forces de police » et alimentent des « discours incendiaires pour mettre l'État à genoux ». Louis Aliot leur attribue une part importante de responsabilité dans la situation qu'il décrit, sans désigner de personnes ni d'organisations précises.

L'élus défend la nécessité de protéger les citoyens contre la violence et l'impunité. Dans cette

perspective, il appelle à renforcer l'autorité de l'État pour empêcher que les manifestations ou les grands événements sportifs ne deviennent des occasions de pillage et de vandalisme.

« Nous rétablirons l'ordre républicain et nous renforcerons l'autorité de l'État », assure-t-il. Le communiqué ne précise toutefois ni les nouvelles mesures envisagées ni le calendrier de mise en œuvre de cet engagement.

Louis Aliot exprime également son soutien aux commerçants et aux citoyens touchés par les émeutes. Il déplore un nouvel épisode de violence et alerte sur le coût collectif des dégradations, « dont nous allons tous devoir payer la facture ».

À Perpignan, le maire annonce la mobilisation de la Police municipale et des services de la propreté pour effacer les traces des dégradations et sécuriser la ville. Le communiqué se conclut en assurant que l'ensemble des services de la mairie et les élus municipaux restent pleinement mobilisés.

Autor: Rédaction